

L'ANTHROPOLOGIE DE L'EQUATEUR RURAL :
RECHERCHE FONDAMENTALE ET RECHERCHE APPLIQUEE

Emmanuel FAUROUX

L'Equateur rural constitue un merveilleux laboratoire pour l'anthropologue.

Il s'agit d'une société extrêmement complexe et diversifiée, caractérisée par la juxtaposition et l'intégration, sur un espace relativement réduit¹, d'un grand nombre de micro-sociétés fortement contrastées.

Les contrastes portent aussi bien sur les formes d'organisations sociales et culturelles que sur les modes de gestion d'écosystèmes qui présentent eux-mêmes de radicales différences.

Cette complexité et cette diversité sont soumises, depuis quelques décennies, à un processus de relative uniformisation qui n'a pas encore permis — loin s'en faut — de véritablement homogénéiser l'espace social national.

La situation actuelle est l'aboutissement provisoire de très anciennes et très profondes dynamiques, dont on peut lire les grands traits à travers l'histoire sociale du pays.

En restant à un niveau très schématique, on peut considérer qu'aux temps pré-incaïques — c'est-à-dire à la fin du XV^e siècle et au début du XVI^e — le territoire, qui correspond à l'Equateur actuel, comportait quatre principaux types de modes de production :

- un mode de production « littoral », sur toute la côte du Pacifique et dans l'île Puna,
- un mode de production « agricole-fluvial », le long des grands cours d'eau, dans les basses terres occidentales,
- un mode de production « andin », dans les *hoyas*² des hautes terres,
- un mode de production « amazonien » ou « selvatique », dans les forêts de l'*Oriente* amazonien, mais aussi dans celles du Nord-Ouest, sur le territoire de l'actuelle province d'Esmeraldas.

1. Environ 270 000 kilomètres carrés en quatre régions très différentes ; de l'Est à l'Ouest, l'*Oriente* amazonien, les hautes terres de la *Sierra*, les basses terres de la *Costa* et l'archipel des Galápagos.

2. *Hoyas* : petits bassins d'altitude, insérés entre les deux chaînes parallèles des Cordillères occidentales et orientales, et séparées les unes des autres par des chaînes montagneuses transversales.

● LE MODE DE PRODUCTION « LITTORAL »

Il était caractérisé par l'intégration, sous le contrôle rigoureux d'un pouvoir théocratique, d'activités très diversifiées :

- la pêche et la collecte de coquillages marins,
- le commerce maritime à longue distance,
- une agriculture relativement sophistiquée, faisant intervenir, par exemple, des techniques de stockage de l'eau, à grande échelle, pour des cultures de saison sèche (les *albarradas*, dont on retrouve la trace aujourd'hui encore, dans le Manabi et dans la péninsule de Santa Elena),
- un artisanat raffiné (orfèvrerie, travail du platine, fabrication en grande série de statuettes de terre cuite à des fins cérémonielles...),
- des activités de prédation (chasse, pêche en rivière, cueillette dans le domaine forestier).

La division du travail était organisée de façon rigoureuse, sans doute sur des bases ethniques, et déterminait une société très différenciée et très hiérarchisée, formant probablement des castes. Un surplus considérable produit par les agriculteurs, les pêcheurs, les « selvatiques », permettait l'entretien, dans les conditions de luxe et de confort, de soldats et surtout de prêtres responsables du maintien de la cohésion sociale et de l'autorité politique.

Ces sociétés littorales ont produit des types d'habitat juxtaposant, dans un périmètre relativement réduit, les centres cérémoniels et les diverses activités productives, selon un modèle dans lequel on a parfois voulu voir une précoce organisation urbaine.

● LE MODE DE PRODUCTION « AGRICOLE-FLUVIAL »

Il disposait, sans doute, de bases économiques beaucoup plus précaires, beaucoup moins diversifiées.

D'abord, une agriculture semi-itinérante sur brûlis forestier, imposant aux groupes des mouvements migratoires de longue période vers l'amont des principaux cours d'eau.

Ensuite, dans certaines zones privilégiées, l'établissement de terroirs fixes utilisant de façon systématique des levées de terres, des billons (*camel-lones*), pour cultiver dans les zones basses fertiles mais longuement inondées en saison des pluies.

Il s'agissait, sans doute, de sociétés moins riches, moins opulentes que celles établies sur le littoral. Mais — ainsi qu'en témoigne l'archéologie — elles semblent avoir évolué à leur tour vers une réelle complexité, marquée par une différenciation sociale qui apparaît dans la diversité des types de sépultures et dans l'importance des vestiges cérémoniels³.

Dans ces sociétés, probablement castées, le pouvoir avait sans doute, comme sur le littoral, une assise théocratique.

3. Voir notamment les *tolas*, tumulus de dimensions parfois considérables.

● LE MODE DE PRODUCTION ANDIN

Il recouvrait, vraisemblablement, de nombreuses différences de situations concrètes, qui avaient pourtant quelques caractéristiques communes :

- des terroirs agricoles de haute altitude (entre deux et trois mille mètres, mais quelquefois au-delà), bien délimités et stables, transmis de génération en génération aux membres des mêmes communautés ;

- une grande expérience dans la gestion simultanée de milieux écologiques très proches dans l'espace et très contrastés à cause de grandes différences d'altitude (vallée subtropicale, terroir d'altitude, *páramo*⁴⁾ ; cette gestion s'effectuait selon deux modèles principaux, celui de la micro-verticalité (terroir à peu près continu, sur une petite distance, de la vallée aux plus hauts sommets surplombant les *páramos*), ou celui de l'« archipel vertical » (les divers éléments du terroir sont alors séparés par des distances qui peuvent être importantes et sont mis en valeur par des groupes de colons issus de la communauté principale) ;

- la mise en œuvre, sur tous les types de terroirs agricoles, de techniques d'irrigation sophistiquées, impliquant la réalisation d'importants travaux d'infrastructures qui n'étaient possibles que dans un cadre politique permettant l'association, sous une autorité unique, de nombreuses communautés locales.

L'organisation sociale « andine », malgré quelques probables variantes locale, était complexe et très stratifiée avec des lignées de *caciques*, des hommes du commun, souvent différenciés par leurs fonctions, et des dépendants aux multiples statuts. Les chefferies locales, très cohérentes et bien organisées, se fédéraient fréquemment dans des alliances, principalement défensives, qui parvenaient parfois à se hisser au niveau de petites unités politiques suffisamment puissantes pour mettre en échec les desseins d'envahisseurs pourtant aussi redoutables que pouvaient l'être les armées de l'Empire inca.

● LE MODE DE PRODUCTION SELVATIQUE

Il était caractérisé par l'existence de très petits groupes de chasseurs-collecteurs, très marginalement agriculteurs, vivant de la forêt et des principaux cours d'eau qui la traversent. Comme leurs actuels descendants directs, ces groupes étaient peu nombreux, peu structurés, sans véritable organisation politique, mais leur connaissance du milieu forestier les mettait à l'abri des velléités dominatrices de leurs voisins plus policés.

Ces modes de production, radicalement contrastés, étaient cependant fortement articulés entre eux. Certains groupes des terres basses parlaient une langue très proche de celle de groupes vivant sur les hautes terres, et étaient manifestement issus du même moule culturel. D'autres, séparés par la culture et l'environnement écologique, possédaient des structures sociales presque identiques.

Mais surtout tous étaient unis par d'importants réseaux d'échange à longue

distance qui permettaient aux biens de prestige amazoniens (plumes de perroquets, parures, *aji*⁵, *achiote*⁶,...) de parvenir jusqu'à la côte et à des produits venus du littoral (haches de cuivre, poisson séché, *mullu*⁷...) d'inonder les hautes terres et d'atteindre fréquemment l'Amazonie.

La conquête inca a constitué le premier projet d'envergure visant à unifier cette diversité. Mais le projet a très largement échoué. Les armées du *Tahuantinsuyu* se perdirent lamentablement dans le labyrinthe amazonien ; elles éprouvèrent les pires difficultés, pour de bien médiocres résultats, dans leurs tenta-

Le vernis unificateur *Inca* ne s'est finalement appliqué qu'à l'axe andin. L'intégration des Andes équatoriales dans l'Empire a permis un développement significatif des forces productives, grâce à la réalisation de travaux d'hydraulique agricole de grande ampleur, grâce — surtout — à la mise en œuvre d'une véritable politique économique, cohérente à l'échelle de l'empire, et capable de susciter de façon durable la production d'importants surplus pour l'entretien de l'appareil d'Etat et de la classe ecclésiastique.

Mais la *Conquista* n'a pas laissé le temps à l'influence incaïque de donner toute sa mesure.

L'impact espagnol sur les modes de production pré-colombiens ne fut pas d'emblée aussi important que l'on pourrait le penser.

Seul le mode de production littoral fut immédiatement disloqué par la destruction brutale de ses superstructures politiques, par la confiscation totale du commerce maritime à longue distance, et par le massacre pur et simple d'une partie importante de la population.

Les agriculteurs fluviaux purent sans doute subsister encore quelques décennies, mais avec une tendance de plus en plus marquée à fuir les exactions de la colonisation en s'enfonçant toujours plus profondément dans la forêt toujours proche.

Les indigènes selvatiques, un moment inquiétés par l'établissement de « villes » minières dans l'*Oriente*, retrouvèrent rapidement leur mode de vie ancestral après la révolte des *Jibaros*, en 1599, qui mit un terme définitif au mirage minier.

L'impact espagnol est plus difficile à apprécier à propos du mode de production andin

- les terroirs communautaires ou, tout au moins, les parties les plus fertiles de ces terroirs, furent fréquemment confisqués par la grande propriété foncière espagnole naissante ;

- les rapports communautaires subirent de graves atteintes du fait des déplacements forcés de population — souvent irréversibles — imposés par la *mita*⁸.

Pourtant, jusque vers 1650-1700, la structure profonde des rapports de production n'avait guère changé : les communautés locales demeuraient le cadre principal de l'activité productive. C'est le surplus dégagé dans le contexte communal qui servait de base, pour l'essentiel, au versement du tribut, et c'est la *Comuna* qui, en fin de compte, pourvoyait à l'entretien des tributaires enrôlés de force dans les *obrajes*⁹.

C'est très lentement, en définitive, que la grande propriété foncière, l'*hacienda*, finit par s'imposer comme mode dominant d'occupation de l'espace, de structuration des rapports de production et d'organisation des unités socio-politiques locales.

Pourtant, en devenant dominante, la structure de l'*hacienda* n'est pas parvenue à gommer les différenciations et les particularismes micro-régionaux.

Les terres basses de la *Costa* ont vu se développer une grande propriété un peu anarchique, mal délimitée, s'étendant ou se rétractant au gré des fluctuations du marché mondial du cacao. Les communautés indigènes ont rapidement éclaté pour faire face à la nécessité de réunir l'argent du tribut. Les meilleures solutions à ce problème étaient souvent individuelles, et les individus, séparés de leurs communautés, subissaient rapidement une acculturation accélérée. Ainsi sont apparus les *Montubios* de la *Costa*, indiens par leurs caractéristiques physiques, « blancs » ou « métis » par leurs vêtements et leurs caractéristiques culturelles et sociales.

Dans la *Sierra*, les différences micro-locales sont demeurées considérables. Cela tenait parfois aux particularités du peuplement indigène très dense, comme dans le Chimborazo ou le Cotopaxi, très lâche comme à Loja ; ou à des circonstances historiques spécifiques (dans la région d'Otavallo, les communautés indigènes furent préservées plus longtemps qu'ailleurs grâce à l'existence d'une

encomienda de la Couronne¹⁰) ; ou à des situations d'isolement géographique, ou encore à un milieu naturel hostile, maintenant à distance les entreprises foncières des Espagnols...

L'Indépendance et le XIX^e siècle n'ont pas atténué les contrastes opposant *Sierra, Costa et Oriente* amazonien. Bien au contraire : la *Costa* s'est de plus en plus nettement spécialisée dans une économie de plantation, conçue pour produire avec efficacité en vue de l'exportation. Tandis que dans la *Sierra* les

8. *Mita* : prestation de travail obligatoire imposée, par tours, à tous les hommes indigènes ayant atteint l'âge adulte.

9. *Obrajes* : manufactures produisant étoffes et tissus, et utilisant principa-

haciendas se repliaient sur une confortable autosuffisance et sur l'enracinement micro-local d'oligarchies foncières aux mentalités archaïques.

Pourtant, de grands changements s'esquissaient déjà. La main-d'œuvre excédentaire de la *Sierra* commençait, timidement, à proposer ses services saisonniers dans les plantations de la *Costa*. Bientôt, dans les toutes premières années du XX^e siècle, le chemin de fer de Quito à Guayaquil et les premières routes d'importance interrégionale allaient amorcer la constitution d'une unité économique nationale qu'avaient entrevue les rêves précurseurs du leader conservateur Garcia Moreno et du *caudillo* libéral Eloy Alfaro.

Dès lors, une vague d'uniformisation, lente mais puissante, allait atteindre progressivement tout l'Equateur rural. En s'affirmant, le gouvernement central devait faire sauter, les uns après les autres, tous les bastions de pouvoir local autonome que les latifundistes de la *Sierra* avaient su édifier patiemment.

L'homogénéisation, le décloisonnement, de l'espace économique devaient accompagner l'homogénéisation de l'espace socio-politique équatorien.

Le trop-plein démographique de la *Sierra* a commencé à se déverser abondamment dans la *Costa*, au moins sous la forme de migrations saisonnières et dans l'*Oriente*, sur un front pionnier de plus en plus large.

Mais c'est sans doute la Réforme Agraire qui a le plus efficacement fait progresser ce processus, encore très imparfait, d'uniformisation de l'espace social national.

Le démembrement de la grande propriété foncière est bien loin d'avoir été radical. Dans la *Sierra*, les « *haciendas traditionnelles adaptées* » et, dans la *Costa*, les plantations à peine transformées, ont très largement survécu à l'épreuve. Mais la forme d'exploitation dominante, dans la *Sierra*, la *Costa* ou l'*Oriente*, tend, de plus en plus, à devenir la « grande *finca* » d'élevage. Sa taille varie de 40 à 50 hectares à 400 ou 500 hectares ; elle emploie peu de main-d'œuvre, est très peu articulée à son environnement social et n'est animée que par la recherche du profit, à l'exclusion de toutes les motivations d'ordre socio-politique qui caractérisaient autrefois les *latifundios* de la *Sierra*.

La situation qui s'offre à l'observateur, dans les années quatre-vingt, est d'une extrême complexité.

Des macro-dynamiques puissantes, déclenchées par la Réforme Agraire ou par de profonds phénomènes structurels (d'ordre démographique, notamment) tendent à recouvrir et à occulter des micro-dynamiques plus subtiles, plus difficiles à percevoir, mais tout aussi importantes aux divers niveaux micro-locaux.

Le chercheur, l'anthropologue, confronté à ce foisonnement, à cette luxuriance, ne peut que se sentir désemparé et contraint à des ambitions extrêmement modestes : au mieux, l'étude d'un phénomène, limité dans l'espace et dans le temps.

Curieusement, le détour — pourtant non souhaité — par une opération de recherche appliquée, nous a permis — du moins il nous le semble — de dépasser cette situation de désarroi inévitable. Nous avons aujourd'hui tendance à penser qu'un va-et-vient, un peu impromptu, un peu précipité, entre recherche fondamentale et recherche appliquée, a permis de déboucher sur des perspectives nouvelles qu'une approche « fondamentale » traditionnelle n'aurait sans doute pas permis d'entrevoir.

Dans le cadre d'une convention liant l'ORSTOM au Programme National de Régionalisation (PRONAREG) du Ministère équatorien de l'Agriculture et de l'Élevage, il nous avait été demandé de procéder à la détermination de « zones socio-économiques homogènes », en vue de moduler les objectifs « macro » de la planification régionale en fonction des particularismes micro-locaux.

La recherche appliquée, dans ces conditions, impose des contraintes extrêmement sévères :

- il était nécessaire de travailler à l'échelle nationale, ce qui pouvait apparaître comme une gageure à une époque (1975) où le pays était encore mal connu et peu décrit ;

- les délais impartis étaient d'une extrême brièveté ;

- les chercheurs concernés n'avaient pas le pouvoir de modifier la problématique d'ensemble, entièrement imposée par le maître d'œuvre, et n'avaient qu'une maîtrise très relative des choix méthodologiques qui, pour une bonne part, étaient imposés par les circonstances.

En contrepartie, le fait que la recherche fût appliquée donnait un certain nombre d'avantages importants, dont on ne bénéficie généralement pas dans un programme de type « fondamental » :

l'échelle nationale qui permettait de se situer à un niveau d'observation

1960-1980, de prévoir simplement à grands traits l'évolution ultérieure de ces zones.

Il nous apparut alors que cette nouvelle question « appliquée » supposait, au préalable, la réponse à une question « fondamentale » de la plus haute importance : *étant donné une évolution de courte période, résultant de la conjonction de diverses dynamiques complexes, les unes jouant sur courte ou moyenne*